moins avancés le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, compte tenu du rôle central qu'a joué celle-ci dans la préparation du nouveau programme global d'action en faveur des pays les moins avancés;

4. *Décide* que le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement servira de Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui sera ouvert à la pleine participation de tous les Etats membres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

5. *Décide en outre* de faire entreprendre, comme il est prévu dans la résolution 122 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, des études par les secrétariats pertinents du système des Nations Unies, demande aux gouvernements donateurs et aux pays les moins avancés eux-mêmes d'entreprendre des études analogues et prie le Comité préparatoire d'envisager toutes autres études qui se révéleraient nécessaires;

6. *Prie* le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés, qui doit se réunir en février 1980, de recommander la tenue des sessions supplémentaires qui pourraient être nécessaires en 1980-1981 pour achever les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;

7. *Prie* le Comité préparatoire de faire rapport sur ses travaux à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session;

8. *Prie* le Secrétaire général, en réponse au paragraphe 33 de la résolution 122 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de confier au Directeur général au développement et à la coopération économique internationale le soin de prendre les mesures nécessaires, avec le concours du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, pour assurer la pleine mobilisation et la coordination de tous les organes, organisations et organismes des Nations Unies en vue de la mise au point et de l'application du nouveau programme global d'action en faveur des pays les moins avancés et de la préparation de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;

9. *Invite* les organes, organisations et organismes intéressés des Nations Unies, en particulier les commissions régionales, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale, à apporter, dans la plus large mesure, leur coopération, leur appui et leur contribution à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

*109^e séance plénière
19 décembre 1979*

34/204. Participation effective et intégration des femmes au développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2626 (XXV) du 24 octobre 1970, contenant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 3517 (XXX) du 15 décembre 1975, relative à l'examen et à l'évaluation à mi-parcours

des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale, et 2542 (XXIV) du 11 décembre 1969, contenant la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social,

Prenant en considération sa résolution 3520 (XXX) du 15 décembre 1975, relative à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, par laquelle elle a notamment proclamé la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix et décidé de créer l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme,

Prenant note du passage relatif au rôle de la femme dans le développement de la Déclaration économique adoptée par la sixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à La Havane du 3 au 9 septembre 1979¹⁹⁶,

Prenant également en considération ses résolutions 3505 (XXX) du 15 décembre 1975, relative à l'intégration des femmes au processus de développement, et 31/175 du 21 décembre 1976 et 33/200 du 29 janvier 1979, relatives à la participation effective des femmes au développement,

Affirmant que les femmes et les hommes doivent participer et contribuer sur un pied d'égalité aux processus sociaux, économiques et politiques du développement, y compris à la prise de décisions, et bénéficier également de l'amélioration des conditions de vie,

Consciente de la nécessité de poursuivre et de développer les mesures destinées à assurer la participation effective des femmes au développement général de leur pays,

Ayant présents à l'esprit les préparatifs de la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Ayant également présents à l'esprit les préparatifs de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, qui doit se tenir à Copenhague en 1980,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général relatif à la participation effective et à l'intégration des femmes au développement¹⁹⁷,

1. *Se félicite* de ce que le Programme d'action adopté par la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural¹⁹⁸ contienne des dispositions spéciales concernant l'intégration des femmes au développement rural et demande à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, au Programme des Nations Unies pour le développement et aux autres institutions et organismes compétents des Nations Unies :

a) D'aider les gouvernements à appliquer ces dispositions;

¹⁹⁶ Voir A/34/542, annexe, sect. IV, par. 112 et 113.

¹⁹⁷ A/34/531.

¹⁹⁸ Voir Rapport de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, Rome, 12-20 juillet 1979 (WCARRD/REP), communiqué aux membres de l'Assemblée générale par une note du Secrétaire général (A/34/485).

b) De prendre toutes les mesures nécessaires pour entamer des recherches, des projets et des programmes qui facilitent l'intégration des femmes au développement rural, en tenant compte notamment :

- i) Des problèmes que pose aux femmes la migration des zones rurales vers les zones urbaines;
- ii) De la nécessité de programmes de formation pour permettre aux femmes de bénéficier de tous les aspects des nouvelles techniques agricoles;
- iii) De l'impact des agro-industries sur le travail traditionnel des femmes dans les zones rurales;
- iv) De la nécessité d'encourager les femmes à participer au mouvement coopératif et de leur assurer l'accès à la propriété foncière, au crédit et aux services de commercialisation;

2. *Accueille favorablement* la résolution 2 intitulée "La femme, la science et la technique", adoptée le 31 août 1979 par la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement¹⁹⁹, et prie le Secrétaire général de procéder à l'application de cette résolution et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session;

3. *Souligne* l'importance de l'intégration et de la participation des femmes au processus de développement industriel et demande à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, d'examiner cette question lors de sa troisième Conférence générale, qui se tiendra à New Delhi du 21 janvier au 8 février 1980, en accordant une attention particulière à :

a) L'impact des techniques nouvelles et du développement des industries modernes sur les compétences et les occupations traditionnelles des femmes, qui risquent d'être menacées;

b) L'identification des moyens propres à renforcer et à favoriser la participation des femmes au développement industriel, sur un pied d'égalité, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines;

4. *Accueille en outre favorablement* la résolution 1979/11 du Conseil économique et social, en date du 9 mai 1979, dans laquelle le Conseil a recommandé que l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme soit situé dans un pays en développement et demandé à l'Institut de donner la priorité, dans son programme de travail, à la question de la participation effective et de l'intégration des femmes au développement;

5. *Demande* à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix d'inclure dans le Programme d'action pour la seconde moitié de la décennie des mesures concrètes propres à assurer la participation effective et l'intégration des femmes à tous les secteurs du développement, ce qui contribuera au développement économique et social de leurs pays;

6. *Souligne* le rôle important du programme interorganisations dans la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, en ce qui concerne la coordination des activités relatives à l'inté-

gration et à la participation des femmes au processus de développement, et demande aux institutions et organismes participants des Nations Unies de procéder à l'exécution de ce programme;

7. *Prie* les gouvernements de fournir des renseignements sur les projets ou programmes ayant donné de bons résultats, qui avaient pour but d'améliorer la situation actuelle des femmes dans le développement, notamment :

a) En assurant la participation effective des femmes au développement;

b) En facilitant leur intégration et leur participation active au développement, y compris à la planification du développement;

8. *Constata avec regret* qu'il n'a pas été possible au Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-quatrième session, le rapport d'ensemble qu'elle avait demandé dans sa résolution 33/200;

9. *Prie instamment* le Secrétaire général d'établir ce rapport dès que possible et de le présenter au Comité préparatoire pour la nouvelle stratégie internationale du développement lors de sa cinquième session et au Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme lors de sa troisième session;

10. *Prie instamment* les organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait de soumettre sans délai au Secrétaire général les renseignements demandés dans la résolution 33/200 et prie le Secrétaire général de présenter le rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session²⁰⁰;

11. *Prie en outre* le Secrétaire général de tenir dûment compte, en établissant le rapport analytique qu'il présentera à l'Assemblée générale lors de sa session extraordinaire de 1980, de l'importance de la participation effective et de l'intégration des femmes au développement.

109^e séance plénière
19 décembre 1979

34/205. Programme d'action en faveur des pays insulaires en développement²⁰¹

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3338 (XXIX) du 17 décembre 1974 et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, ayant trait, notamment, aux efforts visant à répondre aux problèmes particuliers des pays insulaires en développement,

Rappelant les mesures spécifiques en faveur des pays insulaires en développement prévues dans la résolution 98 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 31 mai 1976²⁰²,

Rappelant ses résolutions 31/156 du 21 décembre 1976 et 32/185 du 19 décembre 1977,

Ayant présent à l'esprit le fait que d'autres mesures spécifiques s'imposent dans le cas des pays insulaires en

¹⁹⁹ Paru sous la cote A/35/82.

²⁰¹ Voir également sect. I, note 11.

²⁰² Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, quatrième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.II.D.10), première partie, sect. A.

¹⁹⁹ Voir Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, Vienne, 20-31 août 1979 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.I.21 et rectificatifs), chap. VI, sect. A.